



**Pour une école
qui fait
grandir.**

**Jeudi 20 novembre,
grève unitaire
dans les écoles !**

***Assez ! Assez de mépris pour les élèves,
les enseignants et l'école publique !***

Pour un autre budget répondant à l'ensemble des besoins sociaux et pour le retrait des suppressions d'emplois programmées,

pour l'abandon des réformes qui remettent en cause la réussite de tous les jeunes et pour l'ouverture d'un véritable dialogue social sur les questions éducatives,

pour nos statuts, la fin du recours aux emplois précaires, les droits syndicaux et le paritarisme et pour le pouvoir d'achat et la revalorisation de tous.

***Rendez-vous devant l'IUFM à
8h30 pour un défilé unitaire en
direction de la préfecture.***

Jeudi 20 novembre, grève unitaire dans les écoles !

Dans le cadre de la semaine d'action du 17 au 21 novembre, **le SNUipp-FSU, le SNES-FSU, le SNUEP-FSU, le STEG-UTG, SUD-Education, le SGEN-CFDT et le SE-UNSA décident d'appeler les enseignants de Guyane à faire grève massivement le jeudi 20 novembre** pour que cessent les attaques incessantes contre le service public d'éducation et **pour demander le respect des engagements pris :**

- dans le projet académique 2005/2009 : école de la réussite, de l'égalité, de la qualité, de l'équité..., résorption de la précarité, de la non scolarisation...
- par le recteur dans le cadre de la signature du protocole d'accord sur la revalorisation des salaires des contractuels,
- par le secrétaire d'état à l'outre-mer lors de sa venue en Guyane en juin 2008,
- par le gouvernement pour une politique favorisant la réussite de tous les élèves, l'égalité des chances, la scolarisation des élèves en situation de handicap, le droit à l'éducation pour tous.

Les organisations signataires appellent en outre les enseignants à manifester pour le respect :

- des personnels non titulaires : affectations, salaires, contrats,
- du travail effectué par les enseignants de maternelle, les RASED, les personnels d'orientation et de vie scolaire...
- des partenaires sociaux, des commissions paritaires et des droits syndicaux, au premier rang desquels le droit de grève, par l'abrogation de la loi sur le service minimum d'accueil,
- des spécificités de la Guyane par l'octroi de moyens à la hauteur des défis à relever.

Elles appellent enfin tous les acteurs de l'éducation en Guyane à se joindre à notre mouvement :

- les parents d'élèves en manifestant avec nous leur refus de la politique Sarkozy/Darcos conduisant à la casse du service public d'éducation,
- les maires des communes de Guyane en refusant de mettre en place le service minimum d'accueil dans les écoles, mesure visant limiter de façon inacceptable le droit de grève et dont le financement constitue un véritable détournement de fonds,
- les organisations syndicales des employés municipaux intervenant dans les écoles en engageant leurs adhérents et sympathisants à refuser de participer à l'accueil des élèves le jour de la grève et à manifester avec nous,
- les députés et sénateurs de Guyane à relayer notre refus des restrictions budgétaires concernant l'éducation en votant contre le projet de budget 2009 présenté par le gouvernement.